



## HISTOIRE-GÉOGRAPHIE

## SOMMAIRE

- Pour un enseignement renouvelé, vivant et formateur p. 2-3
- Reconnaître l'expertise enseignante dans la confection des programmes • Le SNES et les Rendez-vous de l'Histoire de Blois p. 3
- Vers une histoire officielle ? La loi du 23 février 2005 • Bacs technologiques : refusons une décision scandaleuse p. 4

ONT PARTICIPÉ À L'ÉLABORATION DE CE 4 PAGES : DOMINIQUE COMELLI, HÉLÈNE LATGER, CÉDRIC BOULARD, ALICE CARDOSO



Le SNES/FSU siège au Conseil supérieur de l'éducation (CSE), organisme consultatif sur les textes réglementaires (programmes, grilles horaires, décrets d'application, etc.). Les avis du CSE n'en sont pas moins importants, notamment pour l'expression des positions de la profession (exemple : le vote contre le projet de loi Fillon). Le conseil se compose de 97 membres, représentant les différents personnels, les collectivités territoriales, les associations périscolaires, le MEDEF... et les organisations syndicales. L'importance de la délégation d'un syndicat dépend directement du résultat des élections professionnelles.

En amont du CSE, le SNES rencontre les groupes d'experts, l'Inspection générale, les associations de spécialistes et essaie de faire évoluer les programmes et les textes lors des commissions spécialisées. Ce travail s'appuie sur les consultations des collègues syndiqués (enquêtes, stages, colloques...) et nos positions élaborées collectivement lors des congrès. En adhérant au SNES, en votant et en faisant voter pour ses listes, vous lui donnez plus de poids pour faire évoluer positivement nos conditions d'enseignement, les programmes et le système éducatif.

Gisèle Jean, cosecrétaire générale

## Face aux menaces, imposons notre expérience

Depuis une vingtaine d'années, le SNES intervient régulièrement sur les contenus d'enseignement, programmes et épreuves d'examens. Nous avons publié de nombreux textes et enquêtes dans des publications spéciales histoire-géographie, dans L'US, pour faire que le débat sur ces questions soit le plus large possible dans la profession. Nous avons animé de nombreux stages dans les académies. Si, dans les années 90, le SNES avait obtenu de haute lutte que les programmes soient soumis à la consultation de l'ensemble des professeurs, aujourd'hui, l'élan est retombé. La procédure nouvelle, la présence d'un Haut Conseil de l'Éducation éminemment politique, dépossèdent une fois encore les enseignants de leur droit de parole sur les programmes et les épreuves d'examen.

Dépossession d'autant plus forte que le pouvoir politique s'arroge le droit de définir, dans la loi, ce qui doit être enseigné, comme l'a clairement montré le vote de l'article 4 de la loi du 23 février 2005. Nous nous battons, aux côtés des historiens qui ont été à l'initiative du mouvement, et d'autres organisations et associations, pour faire abroger cet article.

Autre combat : la formation continue des professeurs. La loi Fillon la transforme en un supplément d'âme, en donnant un crédit d'heures à prendre hors temps de travail – contre rémunération.

Pour nous, au contraire, la formation continue est un élément constitutif et moteur du métier. Le succès de notre action depuis trois ans aux Rendez-vous de l'Histoire de Blois montre la pertinence de cette conception : les enseignants présents se réjouissent de se frotter à la recherche de haut niveau pour repenser leur enseignement.

Concernant les programmes, des chantiers nouveaux s'ouvrent dans notre discipline, dont les enjeux sont essentiels car ils concernent tous les jeunes. La réforme des programmes du collège s'engage sous les auspices du socle commun. Cela ne peut que nous inquiéter. La réforme des programmes et des épreuves du bac des séries technologiques est très mal partie, avec un nouveau programme de Première STG que nous avons vivement dénoncé et une réforme du bac – passé à l'écrit pour les STG, parions qu'il sera de même pour les STI – sans aucune concertation, pour des raisons bassement budgétaires.

Plus que jamais il est indispensable que l'ensemble des professeurs d'histoire-géographie soient vigilants. Il est de notre rôle de professeurs de participer aux évolutions de notre enseignement en faisant entendre notre parole. Le SNES continuera à être le porte-parole de la profession pour faire que les enseignants et les jeunes trouvent du sens à enseigner et à apprendre un savoir historique et géographique formateur et vivant. ■

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES  
le 6 décembre, je me fais entendre !

# Pour un enseignement renouvelé, vivant et formateur

Les programmes d'histoire-géographie ne fonctionnent pas : trop lourds ou difficiles ou peu intéressants pour les élèves... Pourtant ceux-ci apprécient cette discipline à laquelle les professeurs s'évertuent, par des pratiques diversifiées, des interrogations permanentes, de donner le sens fort qu'elle doit avoir. Depuis des années nous proposons des pistes pour mener à bien une vraie réforme, cohérente, ambitieuse, et à laquelle les enseignants soient vraiment associés. Nous en présentons quelques-unes succinctement : il ne s'agit en aucun cas de propositions définitives, mais davantage de pistes à critiquer, développer, enrichir...

## Nous dénonçons

- **Leur logique** : « Créer du Français » à partir de documents, faits, dates patrimoniaux, comme si la possession d'une mémoire commune suffisait à régler tous les problèmes identitaires, en niant la richesse des autres cultures, des autres espaces, des histoires des autres. Cette logique a abouti à l'éviction de l'histoire sociale, des mentalités, des espaces non européens, au profit d'un politique, religieux et culturel envahissants. En géographie, la domination du monde « développé », de la géo-économie et de la géopolitique, donnent une vision complètement déséquilibrée de l'espace mondial et de ses enjeux – l'Afrique étant effacée.

- **Leur conception** : l'accumulation insensée d'événements et d'informations, et le survol auquel nous sommes condamnés qui rendent l'histoire et la géographie abstraites, désincarnées. Lisses, sans aspérité, les programmes évitent les vraies questions qui permettraient aux élèves de s'y inscrire comme de futurs acteurs de la vie politique, sociale... de notre monde.

- **Leur structuration** : parcourir – presque – tout l'espace et – presque – toute l'histoire entre la Sixième et la Troisième, puis recommencer ensuite, sachant que la quasi-totalité des élèves continue après la Troisième, soit en LP, soit en lycée général ou technologique et alors que l'école primaire a déjà parcouru l'ensemble. Construits à tous les niveaux – sauf pour la géographie de Seconde – sur le même modèle, autour des mêmes thématiques, des mêmes orientations, ils forment une sorte de *vulgate* dont on a le sentiment qu'on ne peut en sortir.

## Nos propositions

### Définir des finalités précises

Les compétences à atteindre, l'apport de nos enseignements à la construction de la culture et de l'identité des futurs citoyens

ne sont jamais définies. Aux enseignants de se débrouiller avec des injonctions contradictoires ! Il faut donc réfléchir sur des questions de fond : comment aborder les documents ? Quel statut donner aux dates, aux événements, aux échelles de temps, à la localisation ? Quelles références peuvent constituer une culture non pas conçue seulement comme un patrimoine commun, mais davantage encore, comme un projet commun à construire ?...

Concevoir enfin des programmes cohérents de la Sixième aux classes terminales, en prenant en compte les programmes du primaire et en réfléchissant sur la césure de la Troisième. Il n'est pas question d'étaler les programmes de la Sixième à la Terminale : il faut d'abord repenser la diversification, l'évolution des approches, des thématiques, des problématiques – il y a très peu de différence, par exemple, dans le traitement de la Première Guerre mondiale en Troisième et en Première. Il faut également prendre en compte l'âge des élèves : un programme aussi étroitement politique que celui de Quatrième est particulièrement inadapté à cette tranche d'âge.

### Construire des programmes en combinant des approches variées

*Définir des noyaux durs et des questions au choix à l'intérieur d'un cadre temporel et spatial* : imposer un certain nombre de questions fondamentales, et laisser au choix l'étude d'autres questions, de manière à prendre en compte l'intérêt des élèves, les possibilités locales, les occasions fournies par l'actualité et à travailler avec les collègues d'autres disciplines. Les programmes ne sont pas extensibles. Parcourir à toute vitesse le temps et l'espace ne sert pas à grand-chose. Il faut donc faire des choix, c'est-à-dire accepter de laisser sombrer dans l'oubli des pans d'histoires humaines ou d'espaces aménagés. Il faut que ces choix soient faits sur des critères pertinents, clairement explicités et partagés par la profession : choisir les faits, lieux, phénomènes essentiels pour la compréhension de notre temps, ce qui est situation d'une exceptionnelle complexité, moments et lieux où se nouent des contradictions, des enjeux d'avenir et donc particulièrement riches à étudier. C'est ainsi que l'on pourra passionner les élèves. La possibilité d'approfondir est essentielle pour que les élèves comprennent les processus à l'œuvre et les modalités d'action et « se prennent au jeu » : les acquis pourront être réutilisés pour la compréhension

d'autres situations absentes des programmes quand l'occasion s'en présentera ; ou que la curiosité en éveil y conduira les jeunes.

*Repérer des notions et concepts qui peuvent servir de fils conducteurs.* Les concepts sont organisateurs de la pensée. Objets de questionnement, points de réflexion à l'intérieur du cadre chronologique ou spatial, l'intérêt est de montrer leur évolution ou leur différence en fonction du temps et du lieu.

*Pratiquer des approches régressives* : partir d'un événement important pour revenir en arrière sur ce qui peut l'expliquer.

### Redéfinir les objets de l'histoire et de la géographie

Nos disciplines travaillent sur les sociétés, et les relations complexes entre individus-sociétés-pouvoirs-espaces ; les approches culturelles, techniques, scientifiques, artistiques... prennent toute leur place dans ces relations et les nourrissent. Comment telle ou telle société pense-t-elle, représente-t-elle, aménage-t-elle son espace ? Comment a-t-elle réglé les problèmes qui se sont posés à elle au cours de son histoire, dans quelles circonstances, dans quelles tensions, par quels choix, pour quels projets... ? Recentrer ainsi l'histoire et la géographie, donner toute leur place aux sociétés, travailler le rapport entre l'initiative des acteurs et la complexité du réel qui ouvre des possibles, mais ne rend pas tout possible, permettrait aux élèves de se situer eux-mêmes comme acteurs, devant faire des choix et prendre des décisions : c'est la base de la citoyenneté.

### Penser l'altérité pour construire un projet commun

Créer une culture commune, c'est rechercher les éléments qui créent du lien, du sens, dans une société ; pour reprendre une formule parfois galvaudée, c'est un projet d'avenir commun. Il faut mettre l'accent sur les moments où d'autres sociétés ont défini des projets communs, en étudiant avec quels enjeux, quels acteurs, quelles « utopies agissantes » elles l'ont fait. Il faut prendre en compte l'expérience de chacun, en lui donnant une égale valeur. Non pas en enfermant chacun des élèves et des groupes dans son ghetto social et ethnique, mais au contraire en mettant en valeur ce que chacun apporte à tous : c'est la définition d'une culture partagée. Cela veut dire, en France, construire une histoire scolaire désaliénée, libérée de l'ostracisme dans lequel sont tenues les cultures popu-

laire et libérée en particulier de notre propre histoire coloniale. Il est essentiel de mettre l'accent sur les rencontres, sur notre passé commun, sur l'expérience de l'exil, de l'émigration, du métissage – tant à travers le temps que l'espace. Il faut aussi en finir avec le compassionnel en histoire : présenter l'apport des Juifs en Europe et pas seulement leur extermination, présenter les fiertés de la classe ouvrière, et ne pas se contenter de montrer les duretés du travail à la chaîne. Cela permettra à nos élèves de comprendre les expériences des autres et la leur, en mettant l'accent sur ce qui rassemble,

et de sortir de la victimisation par laquelle chacun semble construire actuellement son identité. Prendre conscience de l'altérité, de l'existence d'autres systèmes de référence, d'autres organisations sociales, d'une variété de choix possibles, est une nécessité que l'on vit au gré de l'actualité quotidienne. Il en va de la formation au respect de l'autre, à l'ouverture d'esprit et à l'intégration des jeunes issus de cultures diverses. Enfin historiciser et spatialiser les références de chacun, religieuses, ethniques, sociales, culturelles, tout en les respectant, permettrait en prenant ainsi du recul, de

réfléchir « à froid » aux questions qui se sont posées et se reposent.

Cette génération aura à répondre à de très grands défis en matière d'environnement, d'aménagement de l'espace. Il faut prendre en compte les acquis de la géographie actuelle, qui met l'accent sur la manière dont les sociétés aménagent l'espace : quels enjeux ? quelles interventions du citoyen, de l'habitant ? La génération de nos élèves va devoir prendre des décisions à l'échelle de la planète, mais aussi dans son environnement immédiat, en dépassant les intérêts particuliers pour prendre en compte l'intérêt général. ■

## Reconnaître l'expertise enseignante dans la confection des programmes

La rédaction des programmes est confiée à des groupes d'experts : IPR, professeurs, formateurs, universitaires... sous la coprésidence – en histoire-géographie tout au moins – d'un inspecteur général et d'un universitaire. Leur composition est aléatoire : elle dépend essentiellement du carnet d'adresses des présidents. Les syndicats n'y sont pas représentés : ce ne sont pas des groupes paritaires. En histoire-géographie, présider ces groupes d'experts a été une fonction à risque depuis une dizaine d'années notamment du fait du manque de transparence des modes de travail, du poids de lobbies multiples à l'efficacité médiatique redoutable. (Armand Frémont, président du groupe d'experts qui a élaboré les nouveaux programmes de Premières et Terminales, vient de témoigner dans un ouvrage récent de l'amertume que lui a laissée cette expérience.)

Le SNES avait obtenu de haute lutte en 1994 que les professeurs soient consultés sur les évolutions de programmes. Mais, en histoire-géographie, la valse-hésitation entre refonte complète, relectures à la marge, retours en arrière... depuis 1995 a complètement décrédibilisé la démarche, d'autant que les avis de la profession ont été peu pris en compte, notamment en collège, et que les collègues ont eu rapidement le sentiment que tout était joué avant la consultation, provoquant un désintérêt grandissant de leur part. Le ministère n'a jamais voulu reconnaître la validité et la nécessité de la parole et de l'expérience enseignantes dans la confection des programmes. À plusieurs reprises, alors que le CSE avait voté négativement sur des programmes d'histoire-géographie, le ministre est passé outre, décrédibilisant

encore davantage la procédure et niant toute forme de démocratie en la matière. En application de la loi Fillon, un nouvel acteur intervient dans l'élaboration des programmes : le Haut Conseil de l'Éducation. Ce nouvel organisme est éminemment politique puisque le président de la République, le président de l'Assemblée nationale et le Président du Sénat nomment chacun trois de ses membres, les deux restants étant nommés par le président du Conseil économique et social. Ses pouvoirs sont importants : c'est lui, notamment, qui va définir le socle commun contre lequel le SNES s'est élevé vigoureusement, et qui servira de base pour la rédaction des futurs programmes, notamment ceux du collège pour l'histoire-géographie. C'est la première fois dans l'histoire de notre république que le pouvoir politique intervient directement sur le contenu des programmes.

### LES PROPOSITIONS DU SNES

**Avant tout changement de programme, faire le bilan rigoureux de l'existant, à partir de l'expérience des professeurs. Faire évoluer progressivement les programmes en fonction des besoins ressentis lors de leur mise en œuvre, et non par des réformes générales et brutales. Ouvrir au maximum la réflexion sur les contenus et les pratiques, en prenant en compte simultanément les logiques scientifiques, pédagogiques, sociales qui sont au fondement des programmes. Il s'agit donc de considérer que les enseignants sont porteurs d'une expérience, d'une expertise ; que la réflexion sur les contenus d'enseignements est partie prenante de leur métier ; que des lieux doivent être créés où confronter ces expériences, ces exigences, entre professeurs mais aussi avec des**

**formateurs, des universitaires, des inspecteurs qui concourent eux aussi à la confection des programmes. C'est ce que le SNES appelle des Observatoires des programmes et des pratiques. C'est à partir de l'ensemble des réflexions qui y seraient menées, que les programmes devraient être rédigés.**

### Le SNES et les Rendez-vous de l'Histoire de Blois

Le SNES participe aux Rendez-vous de l'Histoire de Blois depuis trois ans. Ce rendez-vous annuel se veut un lieu de rencontre de professionnels et d'amateurs de l'histoire. Se succèdent pendant trois jours, débats, conférences, projections de films, cafés historiques, ateliers... Le SNES, en collaboration avec diverses revues scientifiques, y organise une journée de réflexion faisant le lien entre recherche universitaire et enseignement secondaire. Ont été traités successivement en trois ans : « *L'histoire sociale dans l'enseignement secondaire en Europe* », « *La place des femmes dans l'enseignement secondaire en Europe* »<sup>(1)</sup>, et « *Religion et politique : État, dissidences et résistances religieuses. Chantiers de recherche et programmes de l'enseignement secondaire en Europe* ». Des universitaires de haut niveau présentent l'état de la recherche. Cette année encore ils ont passionné une soixantaine de professeurs stagiaires invités par le SNES, avides de mettre à jour leurs connaissances ou de découvrir de nouveaux chantiers. Comment mieux démontrer que la formation continue est le moteur de notre métier, qu'elle est une nécessité vitale pour les enseignants ?

(1) Les actes des deux premières tables rondes ont été publiés : « *De la recherche à l'enseignement : Penser le social* » (10 €) et « *Des femmes sans histoire ?* » (6 €). À commander à ADAPT-Éditions : 46, avenue d'Ivry, 75647 Paris Cedex 13 ou sur [www.adapt.snes.edu](http://www.adapt.snes.edu)

